

**Vente et livraison de cartouches de toner et
photoconducteurs d'imprimantes pour les
juridictions judiciaires du ressort de la cour
d'appel de Saint-Denis de La Réunion**

CCP

Cahier des Clauses Particulières

Numéro de consultation : 2025-04-TONERS

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

PREAMBULE - CONTEXTE	5
CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
Article 1 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	5
Article 2 - OBJET DU MARCHE	5
Article 3 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE	6
Article 4 - ALLOTISSEMENT	6
Article 5 - DUREE DU MARCHE.....	6
Article 6 - LIEU D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	6
Article 7 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	7
7.1 Forme des notifications et informations.....	7
7.2 Langue.....	7
7.3 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	7
7.4 Représentation des parties.....	7
7.4.1 Représentation de l'acheteur	7
7.4.2 Représentation du titulaire	7
7.5 Conduite des prestations par une personne nommément désignée	8
7.6 Obligations d'information relatives au titulaire	8
7.6.1 Modifications	8
7.6.2 Obligations administratives en cours d'exécution	8
7.7 Obligation de résultat	9
7.8 Obligations de conseil, d'information sur les prestations.....	9
7.9 Groupements d'opérateurs économiques.....	9
7.10 Sous-traitance.....	9
Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	10
8.1 Ordre de priorité.....	10
8.2 Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement des créances	10
Article 9 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	10
9.1 Confidentialité.....	10
9.2 Protection des données à caractère personnel	11
Article 10 - PERSONNELS – ENVIRONNEMENT – SECURITE – DOMMAGES - ASSURANCES.....	11
10.1 Obligations relatives aux personnels.....	11
10.1.1 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	11
10.2 Obligations relatives à la protection de l'environnement, sécurité et santé	12
10.3 Dommages et Assurances.....	12
Article 11 - PRIX.....	12
11.1 Forme et contenu des prix	12

11.2 Prix indiqués au BPU	13
11.3 Forme et contenu des prix	13
11.4 Variation des prix	13
Article 12 - MODALITES DE REGLEMENT	13
12.1 Avances	13
12.2 Acomptes – Demandes de paiement -Modalités de facturation.....	13
12.2.1 Taux de TVA	14
12.2.2 Monnaie	14
12.2.3 Forme	14
12.2.4 Mentions obligatoires.....	14
12.2.5 Transmission des factures	14
12.2.6 Mode de paiement.....	15
12.3 Intérêts moratoires.....	15
Article 13 - DELAIS D'EXECUTION	16
Article 14 - PENALITES	16
14.1 Pénalités applicables	17
14.1.1 Livraison	17
14.1.2 Défaut d'information d'une offre promotionnelle.....	17
14.1.3 Non communication des états trimestriels	17
14.2 Pénalités liées à des obligations administratives.....	17
14.3 Plafonnement des pénalités pour retard	17
14.4 Révision des pénalités	18
14.5 Seuil d'exonération des pénalités pour retard.....	18
Article 15 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	18
15.1 Obligations sociales -Ega conditionnalité.....	18
Article 16 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	18
Article 17 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
17.1 Opérations de vérification.....	18
17.1.1 Vérification quantitative	18
17.1.2 Vérification qualitative	19
17.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet	19
Article 18 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	19
Article 19 - GARANTIE	20
Article 20 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	20
Article 21 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	20
Article 22 - CLAUSE DE REEXAMEN	21
Article 23 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	21
Article 24 - RESILIATION	21
Article 25 - DIFFERENDS	21

25.1 Règlement des différends entre les parties.....	21
25.2 Contentieux.....	22
CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES	23
Article 26 - DESCRIPTIF DES FOURNITURES / SERVICES.....	23
26.1 Qualité des marchandises.....	23
26.2 Respect des normes.....	23
Article 27 - PRESTATIONS ATTENDUES	23
27.1 Nature et détails des prestations du marché.....	23
27.2 Délais d'exécution.....	23
27.3 Emballage et transport	24
27.4 Livraison	24
27.5 Bon de livraison	24
27.6 Suivi des commandes.....	25
29.5 Sursis de livraison	25
Article 30 - DEROGATIONS.....	25
ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	25

PREAMBULE - CONTEXTE

Le ressort de la cour d'appel de Saint-Denis est composé des départements de La Réunion et de Mayotte. Ces deux départements regroupent 7 sites relevant de la direction des services judiciaires du ministère de la Justice.

Le présent document fait référence au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ECOM2106868A) publié au Journal Officiel le 1er avril 2021, et ses modifications ultérieures.

L'acheteur renvoie les candidats potentiels aux définitions de l'article 2 du nouveau CCAG-FCS, évoqué ci-dessus.

CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 1 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR

Personne Publique, pouvoir adjudicateur :

ÉTAT - MINISTÈRE DE LA JUSTICE - COUR D'APPEL DE SAINT DENIS (RÉUNION)
Service administratif régional (SAR)
166 rue Juliette DODU
CS 61035
97404 SAINT DENIS Cedex

Personnes représentant le pouvoir adjudicateur :

Monsieur le premier président de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion et madame la procureure générale près ladite cour

Par délégation des chefs de cour :

La directrice déléguée à l'administration régionale judiciaire

Personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre administratif et notamment les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 & 61 du code de la commande publique :

Madame Anna SERVEAUX, gestionnaire ou monsieur Jean-Sébastien DORMEUIL, responsable des marchés publics au SAR de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion.
(mp.sar.ca-st-denis-reunion@justice.fr – tel : 02.62.40.58.67/ 02.62.40.58.30)

Comptable public assignataire des paiements :

M. le directeur régional des finances publiques de la Réunion
7 Avenue André Malraux
97400 SAINT DENIS

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la vente et la livraison de cartouches de toner et photoconducteurs d'imprimantes pour les juridictions du ressort de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion sur les départements de La Réunion et Mayotte.

Le bordereau de prix unitaire (BPU) figurant en annexe 1 récapitule les articles qui seront le plus souvent commandés dans le cadre du marché. Les commandes hors BPU sont néanmoins possibles et intégrées au présent accord-cadre.

Il s'agit d'un marché de fournitures.

Code(s) CPV de la consultation : 30125100 (cartouches de toner) – 30125110 (encre pour imprimantes laser/télécopieurs)

Article 3 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

La présente consultation aboutira à la signature d'un accord cadre à bons de commandes.

Il n'est fixé aucun minimum, le maximum est fixé à 240.000 euros HT sur l'ensemble des lots et sur la période globale du marché. Ce montant maximum est fixé à 200.000 euros HT sur la période du marché pour le lot n°1 et 40.000 euros HT pour le lot n°2.

Elle est passée selon une procédure formalisée en application des dispositions de l'article R.2124-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

Article 4 - ALLOTISSEMENT

Le présent document est commun à l'ensemble des lots. Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Lot n°1 : Vente et livraison de cartouches de toner et photoconducteurs **pour les juridictions judiciaires de La Réunion**

Lot n°2 : Vente et livraison de cartouches de toner et photoconducteurs **pour les juridictions judiciaires de Mayotte**

L'acheteur ne fixe pas de limite au nombre de lots pour lesquels un opérateur économique pourra déposer une offre ni pour le nombre de lots qui pourront être attribués au même soumissionnaire.

Article 5 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme de 48 mois à compter du 1^{er} avril 2025 et ne fera l'objet d'aucune reconduction.

Article 6 - LIEU D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

Les fournitures seront livrées pour le lot 1 :

Cour d'appel de Saint-Denis 166 rue Juliette Dodu CS61035 97404 Saint-Denis Cedex	Service administratif régional 166 rue Juliette Dodu CS61035 97404 Saint-Denis Cedex
Tribunal judiciaire de Saint-Denis 5 avenue André Malraux Champ-Fleuri CS81027 97495 Sainte-Clotilde Cedex	Tribunal judiciaire de Saint-Pierre 28 rue Augustin Archambaud CS70040 97851 Saint- Pierre Cedex
Tribunal de proximité de Saint-Benoît (service du Tribunal judiciaire de St Denis) 2 rue Philibert et sis 9 rue Montfleury 97470 Saint- Benoît	Tribunal de proximité de Saint-Paul (service du Tribunal judiciaire de St Denis) Centre d'Affaires Savanna 12 rue Jules Thirel - Bât. C 97462 Saint-Paul Cedex

Les fournitures seront livrées pour le lot 2:

Tribunal judiciaire de Mamoudzou 106 route Nationale 1 KAWENI 97600 Mamoudzou ou autre adresse sur Mamoudzou à déterminer avec la direction de greffe.	Chambre d'appel de Mamoudzou ZI NEL – BP33 97600 Mamoudzou ou autre adresse sur Mamoudzou à déterminer avec la direction de greffe.
--	---

Article 7 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

7.1 Forme des notifications et informations

Elles répondent aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG de référence.

Conformément aux dispositions applicables aux procédures lancées à compter du 1er octobre 2018, tous les échanges durant la procédure de passation et l'exécution d'un marché public doivent être dématérialisés.

En conséquence, tous les échanges ci-après devront avoir lieu sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> :

- la mise à disposition des documents de la consultation
- la réception des candidatures et des offres
- les questions/réponses des acheteurs et des entreprises, les demandes de compléments, les échanges relatifs à la négociation
- la notification des décisions
- la publication des données essentielles

Ils ne pourront se faire par d'autres supports.

A titre exceptionnel, en cas d'indisponibilité durable de la plate-forme, certaines communications, autres que celles énumérées ci-dessus, pourront être adressées à l'adresse suivante :

mp.sar.ca-st-denis-reunion@justice.fr

7.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

7.3 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Elles sont déclinées à l'article 3.2 du CCAG de référence.

7.4 Représentation des parties

7.4.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

L'acheteur notifie toute modification des interlocuteurs désignés au titulaire.

7.4.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire, qui est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification ultérieure de l'interlocuteur désigné.

7.5 Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG de référence.

7.6 Obligations d'information relatives au titulaire

7.6.1 Modifications

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

7.6.2 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents pourront être déposés sur une plateforme sécurisée, dénommée e-Attestations, mise à disposition du titulaire. Entièrement gratuit pour le déclarant, cet outil lui permet de mettre à disposition de l'ensemble des donneurs d'ordre les attestations requises tous les six mois dans le cadre de la commande publique, en une seule fois.

Les informations relatives à cette plateforme sont disponibles sur le site : www.e-attestations.com

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents suivants justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-1 du code du travail :

- a) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné conformément aux articles R.1263-2-1 et suivants du code du travail ;
- b) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI », conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

7.7 Obligation de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.8 Obligations de conseil, d'information sur les prestations

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou qui lui permettrait d'optimiser la bonne exécution des prestations.

7.9 Groupements d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

7.10 Sous-traitance

Le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie des prestations demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors TVA du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

8.1 Ordre de priorité

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières
- le tarif public du candidat en vigueur à la date de remise de l'offre
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 conformément aux dispositions de l'article R 2112-2 du code de la commande publique
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché
- l'offre technique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché

Le titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

Il ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

En cas de contradiction entre les clauses de ces divers documents, celle-ci prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessus.

8.2 Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement des créances

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

L'acheteur remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Article 9 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article.

9.1 Confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

9.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

Article 10 - PERSONNELS – ENVIRONNEMENT – SECURITE – DOMMAGES - ASSURANCES

10.1 Obligations relatives aux personnels

10.1.1 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire peut demander à l'acheteur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

10.2 Obligations relatives à la protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

10.3 Dommages et Assurances

Les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci. Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra, **dès le dépôt de son offre**, justifier être en possession d'une police d'assurances en cours de validité.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 11 - PRIX

11.1 Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées sous la forme d'un prix unitaire, indiqué à l'annexe financière du titulaire. Les prix contiennent l'ensemble des prestations décrites à l'article 27 du présent CCP.

Ils sont réputés comprendre :

- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur
- l'assurance, le conditionnement, l'emballage, le stockage, le transport et la livraison du matériel, le déchargement et la manutention jusqu'au local d'accueil
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que la garantie
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires
- les frais de manutention et de transport, qui naîtraient du retard du titulaire, de l'ajournement ou du rejet des prestations
- les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS.
- et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

11.2 Prix indiqués au BPU

Les prix indiqués au BPU sont ceux applicables à l'ensemble de la clientèle, déduction faite du pourcentage de remise accordé sur ce barème public tel qu'il figure au BPU. Le soumissionnaire précise sur le BPU pour chaque produit le tarif public, le taux de remise consenti (qui peut varier d'un produit à l'autre), ainsi que le prix accordé à l'administration résultant de cette remise.

11.3 Forme et contenu des prix

En ce qui concerne les achats d'articles non prévus au BPU, les prix résultent de l'application au tarif clientèle du titulaire, du pourcentage de remise figurant au bas du BPU pour toute la durée du marché.

11.4 Variation des prix

Les prix sont réputés fermes les douze premiers mois de l'exécution, et sont ensuite révisable chaque année au premier jour de la période de reconduction.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres, soit février 2025.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG/FCS, ils feront l'objet d'une révision en juillet et en janvier de chaque année, si le titulaire est en mesure de démontrer une variation du prix constructeur qui a été répercutée sur le tarif général que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle, à la hausse comme à la baisse. Le pourcentage de remise consenti indiqué au BPU sera alors reporté à ces nouveaux tarifs publics pour obtenir le prix consenti à l'administration. Pour effectuer cet ajustement, le titulaire s'engage à faire parvenir au service administratif régional de la cour d'appel de Saint-Denis un mois avant la date prévue, le nouveau tarif au format excel, ainsi que le BPU ajusté par référence au nouveau tarif général sur le même modèle que celui remis lors de l'appel d'offre, également au format excel. Par article, le tarif public du titulaire ainsi que le tarif consenti à l'administration, seront modifiés. Le taux de remise consenti par article du mois zéro reste inchangé.

Article 12 - MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Avances

En application des dispositions de l'article R2191-3, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

En application de l'article 2191-7 du code de la commande publique modifié par le décret 2022-1683 du 28 décembre 2022, lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

12.2 Acomptes – Demandes de paiement -Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Il sera effectué par virement au compte du titulaire. Les frais de facturation ne sont pas admis.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché lui sera retournée par rejet notifié dans Chorus, le délai global de paiement étant alors suspendu.

12.2.1 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

12.2.2 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

12.2.3 Forme

La facturation devra être établie de la manière suivante :

- Une facture par bon de commande.

12.2.4 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures sont accompagnées le cas échéant, des pièces prévues aux documents constitutifs du présent marché et comportent notamment les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- l'identification du site concerné
- le code du service exécutant : **DAPPFGU974**
- le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable transmis au titulaire lors de la signature du marché
- le cas échéant, le numéro du bon de commande,
- la référence du marché : **2025-04-TONERS**
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la période d'exécution des services
- la nature des prestations facturées (forfait ou hors forfait)
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le montant total toutes taxes comprises.

12.2.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les opérateurs économiques depuis le 1er janvier 2020.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

- a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
 - en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web

service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/>, rubrique « nous contacter »

12.2.6 Mode de paiement

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le directeur régional des finances publiques de La Réunion.

Le mode de règlement est le mandat administratif, suivant les règles de la comptabilité publique.

12.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 13 - DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, le point de départ du délai d'exécution du marché est fixé à la date d'envoi du bon de commande.

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées dans le délai maximum de livraison indiqué par le titulaire dans son offre. En tout état de cause, ce délai ne pourra être supérieur à 15 jours. Chaque soumissionnaire est invité à réduire ce délai de livraison dans son offre, ce dernier faisant par ailleurs partie des critères de jugement fixés au règlement de consultation.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Article 14 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

14.1 Pénalités applicables

14.1.1 Livraison

Retard de livraison :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

Livraison partielle :

Pour toute livraison partielle non acceptée préalablement par l'administration, et dont l'origine n'est pas due à la force majeure, une pénalité forfaitaire de 20 euros (vingt euros) sera appliquée.

14.1.2 Défaut d'information d'une offre promotionnelle

Si le titulaire propose à sa clientèle des offres promotionnelles conduisant à un tarif moins élevé que les prix pratiqués au marché, sans en aviser l'administration pour qu'elle puisse en bénéficier, une pénalité forfaitaire de 150 € (cent cinquante euros) sera appliquée

14.1.3 Non communication des états trimestriels

Si le titulaire ne transmet pas au service administratif régional, dans le délai de quinze jours après échéance, les états trimestriels prévus à l'article 8.2.6 du présent CCP, une pénalité de 100 € (cent euros) lui sera appliquée.

14.2 Pénalités liées à des obligations administratives

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production :

- des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail
- de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail
- des documents justifiant de la régularité d'un détachement de salarié

En cas d'absence de production ou de production tardive de ces pièces, il sera appliqué une pénalité de **150 €** (cent cinquante euros) par jour de retard et par document.

- non remise du contrat de sous-traitance : 1/3000 du montant du bon de commande

14.3 Plafonnement des pénalités pour retard

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder **10 %** du montant du bon de commande

14.4 Révision des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités ne fera l'objet d'aucune révision.

14.5 Seuil d'exonération des pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Article 15 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

15.1 Obligations sociales -Ega conditionnalité

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations.

A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, 15 jours suivant la signature du marché et également 1 mois avant la fin du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETESJUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Article 16 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire du marché devra intégrer la notion de développement durable dans l'exécution de sa prestation et justifier d'une filière de recyclage pour les consommables usagés.

Des containers destinés au stockage de ces cartouches usagées seront mis à disposition au sein de chaque site, afin de faciliter leur collecte aux fins de recyclage. Chaque enlèvement de container plein donnera lieu à son remplacement par un nouveau container vide.

Le respect de ces considérations environnementales entrera également dans l'appréciation de la valeur technique de l'offre des candidats.

Article 17 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

17.1 Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications **quantitatives et qualitatives**, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Elles sont régies par les dispositions de l'article 27 du CCAG-FCS.

17.1.1 Vérification quantitative

Cette opération consiste à vérifier la conformité entre la quantité définie au bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à celle commandée, le titulaire peut être mis en demeure de reprendre l'excédent, ou de compléter la livraison nonobstant les pénalités de retard et de livraison partielle.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, ce dernier sera rectifié sous la signature des deux parties.

La signature du bon de livraison par le réceptionnaire ne se fera qu'après déchargement et vérifications du nombre de colis.

17.1.2 Vérification qualitative

Ce contrôle consiste à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications et références stipulées au bon de commande.

Tout colis endommagé et pouvant présenter des risques quant à son contenu sera systématiquement refusé.

17.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'acheteur prononce l'**admission** des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'**ajourner l'admission** des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours. Les modalités relèvent des dispositions de l'article 30.2 du CCAG-FCS.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec **réfaction de prix** proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le **rejet partiel ou total**.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque la **mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'acheteur**, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'acheteur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'acheteur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

Article 18 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG de référence.

Article 19 - GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer une mise au point, un échange ou une réparation qui lui est demandée.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

La garantie visée ci-dessus, s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Les fournitures sont garanties par le titulaire contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison.

Toutefois, cette garantie ne s'appliquera pas en cas de stockage dans l'établissement après livraison, non conforme aux conditions réglementaires ou traditionnelles concernant le produit livré.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou, éventuellement, une refaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de l'administration.

Article 20 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives. Les modalités sont développées aux articles 23.3 & 23.4 du CCAG-FCS.

Article 21 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

Article 22 - CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Au cours de l'exécution du marché, des évolutions sont susceptibles d'intervenir, concernant les situations énoncées ci-après :

- modification de la situation géographique des juridictions : la quotité des prestations pourra ainsi se voir diminuer ou augmenter ;
- il en sera de même en cas de contexte de sûreté à renforcer ;
- l'existence de travaux de faible ou grande ampleur au sein des bâtiments pourra conduire à une modification des prestations, et à une modification des surfaces
- L'adjonction d'éventuelles nouvelles installations de façon définitive conduira à élargir le périmètre des prestations d'autant.

Ces évolutions feront l'objet d'une modification économique du marché, calculée en référence aux montants forfaitaires des centres de coût concernés et des prix unitaires horaires fixés par le titulaire de la DPGF.

En cas de modification définitive à la baisse du périmètre de la prestation un préavis de 3 mois sera appliqué à compter de la notification de la modification au titulaire. Ce préavis sera rémunéré selon les tarifs en vigueur après les révisions intervenues, que la prestation soit ou non effectuée pendant cette période de trois mois.

Article 23 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le régime de la propriété intellectuelle est régi par les articles 34 à 37 du CCAG de référence.

Article 24 - RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché notamment dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D822-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire.

Le marché est résilié conformément aux dispositions des articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

Article 25 - DIFFERENDS

25.1 Règlement des différends entre les parties

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 43.5 du CCAG-FCS.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le comité consultatif compétent est le **comité de Paris, Préfecture de la région Île-de-France, Préfecture de Paris, 5, rue Leblanc, 75911 Paris cedex 15.**

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

25.2 Contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif du lieu de la prestation objet de la contestation.

- Tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion, 27 rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis cedex
- Tribunal administratif de Mamoudzou, Les Hauts du Jardin du Collège, rue de L'internat, 97600 Mamoudzou

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES

Article 26 - DESCRIPTIF DES FOURNITURES / SERVICES

26.1 Qualité des marchandises

Le titulaire s'engage à fournir les marchandises objet de son offre pendant toute la durée du marché. Si au cours de son exécution, les produits figurant dans son offre n'étaient plus disponibles, il proposera à la personne publique, aux mêmes conditions tarifaires ou à des conditions moins onéreuses, un produit de remplacement de qualité au moins équivalente. A cet effet, le fournisseur produira le détail des caractéristiques des nouvelles références de produits proposés.

L'administration reste libre d'accepter ou de refuser ces nouvelles marchandises et d'exiger la continuation du marché aux conditions initiales si elle estime que ces nouveaux produits ne permettent pas d'assurer une exécution satisfaisante.

Afin d'assurer un bon fonctionnement de notre matériel, et une durée de vie plus longue des imprimantes, les marchandises proposées au BPU devront toutes être des originales.

Les cartouches dites génériques ne seront pas admises, et constitueront une offre irrégulière au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique.

26.2 Respect des normes

Les fournitures objet du présent marché devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes françaises homologuées ou à toute autre norme européenne équivalente. Cette prescription vaut non seulement pour toute norme en vigueur au jour de la passation du présent marché, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives au cours de son exécution.

Le titulaire garantit que les produits respectent les normes en vigueur au jour de la livraison.

Le titulaire devra informer la personne publique de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux prescriptions définies dans les pièces du marché.

Article 27 - PRESTATIONS ATTENDUES

27.1 Nature et détails des prestations du marché

La passation de bons de commandes déclenchera la mise en œuvre de la prestation de fourniture du matériel par le titulaire.

Le titulaire doit offrir la possibilité de commander par courriel.

Il accuse immédiatement réception du bon de commande par les mêmes moyens, et dispose d'un délai de 2 jours à compter de la date de réception de la commande pour faire connaître ses observations.

En l'absence d'observations, passé ce délai, le titulaire sera réputé avoir accepté la commande.

En cas de commande hors BPU, celle-ci sera faite en appliquant le pourcentage de remise par rapport au tarif public, figurant au BPU.

27.2 Délais d'exécution

Le point de départ du délai d'exécution correspond à l'envoi du bon de commande qui donne lieu à un accusé de réception immédiat.

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées dans le délai maximum de livraison indiqué par le titulaire dans son offre. En tout état de cause, ce délai ne pourra être supérieur à 15 jours. Chaque soumissionnaire est invité à réduire ce délai de livraison dans son offre, ce dernier faisant par ailleurs partie des critères de jugement fixés au règlement de consultation.

Conformément au CCAG-FCS, les délais s'entendent en jours calendaires, et expirent à la fin du dernier jour de la durée prévue. Tout délai imparti commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui lui sert de point de départ, à savoir la commande émanant de l'administration.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé de par les textes français en vigueur, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Une prolongation du délai de livraison pourra alors lui être accordée lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire dispose de 48 heures à compter de la date à laquelle est survenu l'événement pour formuler sa demande à l'administration.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'assurer la livraison dans les délais auxquels il s'est engagé, outre l'application des pénalités de retard prévues à l'article 8.9 du présent CCP, la personne publique sera en droit de faire appel à un autre prestataire pour la commande considérée. La différence de coût pour la même catégorie de produits entre ce prestataire et le titulaire sera à la charge de ce dernier.

A ce sujet, le titulaire ne pourra formuler aucune remarque ou prétendre à aucune indemnisation pour les préjudices qu'il jugerait commis à son encontre.

27.3 Emballage et transport

Les marchandises devront être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce qu'elles puissent supporter sans dommage les risques inhérents aux opérations de chargement, de transport, de déchargement et de stockage. Les opérations d'emballage, de transport, de chargement et de déchargement des fournitures dans les lieux de livraison de la juridiction destinataire, sont à la charge du titulaire. Les marchandises voyagent aux risques et périls du titulaire.

Les fournitures, objets du marché, seront acheminées sur les lieux de livraison indiqués franco de port et d'emballage. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

27.4 Livraison

Il incombe au titulaire de respecter les lieux de livraison précis qui seront indiqués au bon de commande, y compris l'étage.

Chaque livraison devra être effectuée par le titulaire ou son transporteur à la date convenue avec la juridiction et aux heures d'ouvertures de celle-ci.

Le titulaire préviendra la juridiction (la personne dont les coordonnées figureront au bon de commande) au moins 24 heures avant la date de livraison, afin que celle-ci s'assure de la présence d'un agent pour la vérification des fournitures, et d'un bon accès aux locaux pour la livraison.

Sauf accord express et préalable de l'administration, aucune livraison partielle ne pourra être admise.

Le déchargement et les manutentions jusqu'au local destiné à accueillir le matériel, seront assurés par le titulaire ou le transporteur auquel il aura été fait appel, sans supplément de prix. Les livreurs devront être équipés du matériel nécessaire à la livraison (chariot, diables, transpalettes, ...)

Aucun colis ne devra être laissé à l'extérieur des locaux.

27.5 Bon de livraison

Toute livraison faite soit par le fournisseur, soit par un transporteur, devra impérativement être accompagnée d'un bon de livraison.

Ce bon de livraison comportera notamment les éléments suivants :

- L'identification du titulaire (nom, adresse, téléphone)
- Le nom et l'adresse de la juridiction destinataire des fournitures
- La référence à la commande et au marché (dont n° du lot concerné)

- La date de livraison
- L'identification (références) et la quantité des fournitures livrées et, le cas échéant, leur répartition par colis

27.6 Suivi des commandes

Le titulaire établira trimestriellement deux états informatiques des consommations des juridictions à l'intention du responsable des marchés publics du service administratif régional de la cour d'appel de Saint-Denis.

Le premier état récapitulera l'ensemble des produits commandés dans le cadre du BPU, et le second état, le cas échéant, l'ensemble des produits commandés hors BPU, pour chaque juridiction, et avec leur montant hors taxes et toutes taxes comprises.

29.5 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Article 30 - DEROGATIONS

Les dérogations au CCAG de référence sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-après :

<i>Articles du présent document dérogeant au CCAG de référence</i>	<i>Domaine d'application</i>	<i>Articles du CCAG auxquels il est dérogé</i>
Art 13	Durée du marché	Art 13.1.1
Art 7.4.2	Représentant du titulaire	Art 3.4.1
Art 10.3	Dommages et Assurances	Art 9.2
Art 11.4	Variations des prix	Art 10.1.1
Art 13	Délai d'exécution	Art 13.1.1
Art 14.1.1	Pénalités applicables	Art 14.1.1
Art 14.4	Révision des pénalités	Art 14.1.2
Art 14.5	Seuil d'exonération des pénalités pour retard	Art 14.1.3

ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent marché public comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel. Le présent article déroge à l'article 5.2.3 du CCAG.

Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivantes : **Répondre aux commandes, transmettre les rapports et organiser la livraison**

La nature des opérations réalisées sur les données est **l'utilisation ou la communication de ces données** pour des actions liées à la prestation visée ci-dessus.

La finalité du traitement est le fonctionnement du circuit mis en place dans le cadre **de l'exécution du marché**. Les types de données à caractère personnel traitées sont : NOM, PRENOM, NUMERO DE TELEPHONE, ADRESSE MAIL, ADRESSE POSTALE.

Les catégories de personnes concernées sont des fonctionnaires de la direction des services judiciaires du ministère de la Justice.

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : Nom, prénom, numéro de téléphone, adresse mail des contacts dans les sites concernés par la prestation.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant [à compléter : en annexe ou dans les documents particuliers] du présent marché public. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de (à compléter) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant (à compléter). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de (à compléter) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.